

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-03-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel
Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 25
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6
Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS,
D. PENOT, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-
ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB,
J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V.
MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO
G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT
K. HALLOUL pouvoir à J.N. SALMON
C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS
L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

OBJET : DROIT A LA FORMATION DES ELUS

NOTE DE SYNTHESE

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil municipal doit délibérer sur l'exercice
du droit à formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune à condition que
l'organisme en charge de la formation soit agréé par le ministre de l'Intérieur.

Depuis le 1er janvier 2016, le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être
inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus
de la commune (montant théorique prévu par les textes, majorations y compris) et le montant réel
des dépenses de formation ne peut excéder 20% du même montant.

Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de
l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de
l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le montant du budget formation, obligatoirement

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-03-05 DU 21 DECEMBRE 2020

voté chaque année. En revanche, ils ne peuvent être reportés au-delà de la fin de la mandature (c'est-à-dire l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante).

Les frais de formation comprennent :

- les frais de déplacement avec les frais de transport et les frais de séjour (c'est à-dire les frais d'hébergement et de restauration),
- les frais d'enseignement,
- la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l' élu et plafonnée à l'équivalent de 18 jours, par élu et pour la durée du mandat. Elle est de même nature que l'indemnité de fonction et est donc soumise à CSG et à CRDS.

Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la collectivité est annexé au compte administratif chaque année. Ce document donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres de l'assemblée de la collectivité.

Ainsi, compte tenu de la complexité de la gestion des politiques locales et à la nécessaire compétence qu'appelle la responsabilité électorale, il est convenu de favoriser les formations suivantes :

- Le fonctionnement de la collectivité : organisation et compétences
- Le fonctionnement de l'intercommunalité : comprendre et pratiquer l'intercommunalité
- Rôle et place de l' élu
- Les relations élus et services
- La communication : s'exprimer à l'oral, se présenter, argumenter, organiser une réunion...
- Budget et finances locales
- Les relations avec les associations
- Développement durable : du concept aux actions possibles
- Politique culturelle
- Politique sportive.

Vu les articles L. 2123-12 et suivants et R.4135-19-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions des mandats locaux,

Vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,

Vu le décret n°2016-870 du 29 juin 2016 relatif aux modalités d'application du droit individuel à la formation des titulaires de mandats locaux,

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-03-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-03-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Vu l'avis favorable de la commission Finances et action municipale du 27 novembre 2020,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

FIXE ainsi qu'il suit les orientations propres aux formations des élus :

- Le fonctionnement de la collectivité : organisation et compétences
- Le fonctionnement de l'intercommunalité : comprendre et pratiquer l'intercommunalité
- Rôle et place de l'élu
- Les relations élus et services
- La communication : s'exprimer à l'oral, se présenter, argumenter, organiser une réunion...
- Budget et finances locales
- Les relations avec les associations
- Développement durable : du concept aux actions possibles
- Politique culturelle
- Politique sportive

AUTORISE le remboursement des frais de déplacement et de restauration engagés par les élus et nécessairement liés aux formations sur présentation de pièces justificatives, ainsi que les pertes de revenus éventuelles, résultant de l'exercice de ce droit à la formation, sur justification et dans la limite prévue à l'alinéa 2 de l'article L.2123.14 du Code général des collectivités territoriales.

DECIDE selon les capacités budgétaires de la ville de définir chaque année l'enveloppe financière prévue à cet effet à l'occasion du vote du budget communal.

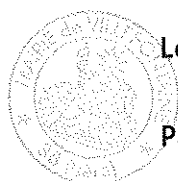
DIT que les dépenses relatives aux frais de formation des membres du conseil Municipal seront prélevées sur les crédits correspondants inscrits chaque année au budget communal au chapitre 65.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-03-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020